



Cette lettre a été adressée aux militants de la Tendance Démocratie socialiste (DS) avant la tenue du Forum social mondial à Porto Alegre en janvier 2005 et certains d'entre eux l'ont rendue publique à cette occasion. Elle a fait partie des documents en discussion lors de la session du Comité International de la IVe Internationale en février 2005, qui par un vote majoritaire (83,33 % en faveur) a adopté sa ligne générale. Daniel Bensaïd, philosophe, est dirigeant de longue date de la IVe Internationale et de sa section française, la Ligue communiste révolutionnaire. Francisco Louça, économiste et député du Bloc de gauche (BE), est fondateur de la section portugaise de la IVe Internationale, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR, une des composantes à l'origine du BE). Michael Lowy, philosophe et militant de la LCR, a dû s'exiler du Brésil au cours des années 1960, poursuivi par la dictature militaire pour son engagement dans la gauche révolutionnaire. Ces trois militants ont été, dès sa constitution, engagés dans les débats de Démocratie socialiste.

Chers amis et camarades de la DS,

La présidence de Lula est parvenue à mi-parcours et les élections municipales de novembre sont propices à une sorte de bilan d'étape, au seuil d'une période déjà marquée par les préparatifs de la campagne pour 2006. Empêchés de participer au prochain forum social mondial et de contribuer de vive voix à vos discussions, comme nous l'avons souvent fait pendant près d'un quart de siècle de collaboration amicale, nous vous transmettons ces quelques réflexions sur l'évolution de la situation au Brésil et sur ses répercussions internationales.

1. La question centrale, au terme de ces deux années, est celle de la caractérisation de la politique du gouvernement. On peut la définir, sans la moindre équivoque comme social-libérale. C'est ce qui lui vaut les hommages appuyés du FMI et des instances internationales. La résolution de la VIIe conférence nationale de la DS, en novembre 2003, en prenait acte clairement : « Les premiers huit mois du gouvernement Lula ont été marqués par la construction d'un faisceau d'alliances incluant de larges secteurs bourgeois, par une politique économique foncièrement conservatrice, et d'autre part par des progrès limités dans la promotion du changement » (II, 1). Ou encore : « La politique macro-économique a exprimé une totale subordination aux orientations du FMI » (II, 2) Plus récemment encore, dans son bilan des élections municipales, le Groupe de travail [GT, qui en est l'instance dirigeante] de la DS observait : « La hausse des taux d'intérêt, celle sans précédent de l'excédent budgétaire, la soumission au capital financier et aux soi-disant marchés... étranglent la nation » (novembre 2004).

La pratique quotidienne de la majorité de la DS, au cours de cette dernière année, paraît cependant peu cohérente par rapport aux formulations votées par la conférence : comment caractériser en ces termes la politique gouvernementale, adopter une position hésitante face aux réformes concrètes qui la caractérisent et continuer à participer au gouvernement sans même que les camarades directement impliqués dans les responsabilités gouvernementales n'expriment clairement leurs désaccords ?

2. La résolution de la conférence notait que la période initiale du gouvernement « révèle une dynamique conflictuelle tant à l'intérieur des politiques gouvernementales que dans le rapport du gouvernement aux forces sociales qui sont à l'origine de son élection » (II, 12). Elle en déduit, dans un même souffle, une « disputa de rumos » (1) simultanée « du parti et du gouvernement » (V, 9)

Or, il y a entre le parti et le gouvernement une différence fondamentale. Le Parti est le résultat de plus de vingt ans de luttes, d'expériences liées à la mobilisation des mouvements sociaux. Cette histoire politique se traduit par des contradictions internes entre les définitions originelles du parti et sa pratique actuelle de subordination aux orientations gouvernementales. C'est ce qui permet de revendiquer la légitimité et l'héritage pétiste (le PT « e nosso », c'est-à-dire « est à nous »). En revanche, comment pourrait-on prétendre que le gouvernement que l'on vient de caractériser comme conservateur et « continuiste » par rapport à celui de Fernando Henrique Cardoso (2), « e nosso » ! Le parti est un produit des luttes. Le gouvernement est une institution d'État. Il y a certes, en théorie, la possibilité d'y promouvoir des réformes positives. Cette possibilité existe y compris dans des gouvernements de gestion loyale de l'ordre établi comme ceux de Blair, Schröder ou Jospin. Mais un gouvernement n'est pas pour autant la simple addition des politiques sectorielles de ses ministres et le lieu d'une sorte de dualité de pouvoir entre des ministères « économiques » et des ministères sociaux. Celui de Lula a ainsi une politique globale dont le cap est fixé par les choix économiques et financiers. Dans les premières semaines ou les premiers mois, on pouvait, par souci pédagogique, concentrer le feu de la critique sur les choix économiques, sur Meirelles, sur Palocci (3). Mais il s'agit bel et bien d'une orientation politique du gouvernement, les décisions dites « économiques » définissant les contraintes budgétaires et conditionnant l'ensemble de la politique suivie.

3. Dans ces conditions, la participation au gouvernement est devenue de plus en plus problématique. Dans les discussions entre militants de la IV^e Lettre aux Brésiliens (4). Sur la participation de Miguel [Rosetto] existaient donc d'emblée des évaluations diverses, dans l'Internationale comme parmi vous. Mais, une fois la décision de participation prise par la DS, sans masquer nos réserves et nos doutes, nous avons respecté son choix et cherché à aider plutôt qu'à mettre des bâtons dans les roues. Ainsi, nous nous sommes efforcés de convaincre

les camarades de nos propres sections, que la question de la participation gouvernementale devait être logiquement subordonnée à l'appréciation des orientations gouvernementales. Malheureusement, il n'y avait guère de suspens en la matière. En tout cas, il n'a guère duré : la nomination de Meirelles et de Palocci, et les premières mesures ont très vite annoncé la couleur. Que l'on soit d'accord ou non avec l'argument, on peut comprendre le souci de ne pas mettre en difficulté supplémentaire, par un départ du gouvernement, nos candidats aux mairies, notamment à Porto Alegre. Après les élections, cette réserve n'est plus d'actualité. internationale nous avons insisté pour éviter que la question soit posée en des termes abstraitement doctrinaires, comme une question atemporelle, sans tenir compte des caractéristiques du pays, de l'histoire du PT, de ses liens aux mouvements sociaux et syndicaux. Plusieurs signes faisaient pourtant craindre qu'en l'absence de fortes mobilisations sociales (excepté pour les sans-terre), quelques ministres connus pour être de gauche deviennent de simples cautions ou otages d'une politique dont les options étaient annoncées dès la campagne électorale dans

4. Sans signifier une révolution agraire, le Programme national de réforme agraire adopté en novembre 2003 pouvait représenter une réforme substantielle, soutenue de fait par les sans-terre lors du meeting de présentation. Il pouvait en effet, à condition d'être effectivement appliqué, initier une dynamique de mobilisation. Au-delà de la controverse sur les chiffres de 2004, il apparaît clairement que les retards s'accumulent par rapport aux objectifs du programme et il est de plus en plus douteux que ses objectifs soient atteints au terme du mandat. Devant ces obstacles, budgétaires notamment, il aurait été possible de hausser le ton, pour faire porter la responsabilité des retards aux choix macro-économiques, et préparer ainsi une éventuelle sortie du gouvernement, ou du moins, la présentation d'un bilan défendable devant les mouvements sociaux. Il semble au contraire que le MDA (5) soit resté très discret dans son expression publique. Il risque ainsi d'être pris en sandwich entre une politique gouvernementale dont il ne s'est guère démarqué et l'insatisfaction croissante des mouvements agraires.

Plus généralement, le gouvernement n'étant pas une simple mosaïque de ministères, mais l'outil d'une politique globale, même s'il s'agit d'un régime présidentiel où n'existe pas l'équivalent d'un conseil des ministres, on ne saurait s'enfermer dans la gestion d'un « seul ministère » en ignorant la logique globale des orientations.

5. Sur le plan social, l'alerte est intervenue dès l'hiver 2003 avec le débat sur la réforme des pensions. Nous avons bien entendu l'argument selon lequel cette question ne revêtait pas la même centralité dans la vie politique du pays que la réforme des retraites en France ou en Allemagne. Il s'agissait cependant bel et bien d'une réforme libérale de même type, ouvrant la voie aux fonds de pension et, par-delà les arguties techniques, à une privatisation accrue des protections sociales. L'affaire était assez grave pour justifier le passage d'une critique oblique

(ou « de biais »), justifiée par le souci pédagogique des premiers mois de ne pas être dix pas en avant des masses dans leur rapport au gouvernement, à une critique plus frontale. Bien sûr, cette inflexion n'aurait pas manqué de poser de manière plus aiguë le problème de notre participation à un gouvernement dont on aurait combattu ouvertement la politique. Or, au lieu d'une opposition claire et nette à la réforme, nous avons eu une orientation hésitante, illustrée par la dispersion des votes des députés et sénateurs de la gauche pétiste (y compris ceux de la DS), entre le vote pour « par discipline », l'abstention motivée, et le vote contre. L'argument de la discipline et du risque de sanctions est peu convaincant : plus il y aurait eu de parlementaires à s'opposer franchement (ou au moins à s'abstenir), plus il aurait été difficile à la direction du parti de prendre des mesures bureaucratiques.

6. Il semble — les choses sont étroitement liées — que nous ayons longtemps sous-estimé le sens de la procédure d'exclusion alors engagée contre Heloïsa et les trois députés dissidents. La résolution adoptée par la VIIe conférence « En défense de la démocratie et contre les expulsions des parlementaires du PT » est très bonne. Elle se conclut par l'annonce d'une campagne publique contre les menaces d'expulsion. Moins de quinze jours après la conférence, les menaces s'étaient cependant déjà transformées en fait accompli. La direction du Parti avait pris les devants et désamorcé la campagne annoncée avant même qu'elle n'ait commencé. Quelles que soient les maladresses commises par les parlementaires incriminés, cette exclusion n'était pas une péripétie secondaire. Il s'agissait pour la direction luliste de signifier clairement la subordination du Parti au gouvernement et de diviser préventivement les oppositions qui ne manqueraient pas d'émerger contre les effets sociaux de la politique gouvernementale. Les sanctions bureaucratiques illustraient ainsi la transformation du parti en courroie de transmission des options gouvernementales auprès de la société, au lieu d'être la représentation des mouvements sociaux auprès du gouvernement. Cette évolution était consolidée et amplifiée par le recrutement au nouveau PT d'une sorte de « promotion Palocci », plus carriériste et moins militante.

Au niveau international, ces exclusions bureaucratiques de quelques parlementaires fidèles aux engagements programmatiques officiels du Parti, ont choqué dans les milieux de la gauche sociale et syndicale, bien au-delà de nos propres rangs. Nous avons cependant nous-mêmes tardé à prendre une initiative de protestation avant de connaître la ligne de défense adoptée par les camarades de la DS et par souci de ne pas réduire la campagne de défense à une affaire identitaire des trotskystes. C'est donc après consultation des camarades de la DS à l'occasion de leur conférence nationale, que nous avons repris la pétition initiée par les camarades britanniques. L'écho très favorable qu'elle a eu prouve les potentialités d'une campagne entamée malheureusement bien trop tard.

7. Les résolutions de la VIIe conférence représentaient en novembre 2003 une recherche responsable d'unité consensuelle, dans la tradition de la DS, sans masquer pour autant des

différences importantes d'appréciation. De même, les mesures décidées en matière d'organisation (presse, directions, etc.) démontraient une ambition nouvelle pour la « DS grande », dans la perspective d'une tendance plus visible, mieux délimitée, et élargie. Mais c'est la direction du PT qui a distribué le jeu et dicté le rythme en précipitant notamment la procédure d'exclusion pour pousser les exclus, sous peine d'accepter une mort ou une hibernation politique, à prendre des initiatives en dehors du parti. Certains d'entre nous ont pourtant estimé prématurée la proclamation du PSoL, pensant qu'il aurait été préférable de mener pendant quelques mois une campagne démocratique pour la réintégration, tout en organisant systématiquement des rencontres et des collectifs pour « une reconstruction socialiste du PT » (suivant la formule qui figure dans la résolution de la conférence). Peu importe : il n'y a pas d'outil scientifique fiable pour décider de ces questions de rythme et de tactique. La politique est un champ de forces et d'initiatives, dont personne n'a la maîtrise absolue (sinon l'idée même de décision perdrait tout son sens).

Le PSoL s'est donc constitué sur la base d'un acte de légitime défense. Il a sans doute une possibilité de développement. Même si le PT capte toujours certaines formes de radicalisation, son évolution droitnière libère d'autres espaces de radicalisation sociale : il y a de la vie ailleurs qu'au PT. Cependant, même s'il parvenait à organiser une campagne significative en 2006, le PSoL est loin de représenter en l'état l'alternative crédible au PT, même à un PT de plus en plus bureaucratisé et corrompu. Sur le papier (et peut-être vues de trop loin) les choses semblent claires : ni sous-estimation gauchiste du capital accumulé dans ce parti, ni fétichisme du PT. Il faudrait donc :

— travailler à regrouper sur un contenu alternatif clair à la politique du gouvernement la gauche pétiste (ou ce que les camarades de [l'État de] Ceara appellent joliment « la tendance pétiste du PT »). La lutte résolue menée par ces camarades lors de l'élection municipale de Fortaleza est le signe que des possibilités existent ;

— contribuer, pour les camarades qui le souhaitent, à la construction du PSoL en évitant les pièges d'un gauchisme infantile (comme la position abstentionniste — ou l'absence de position — sur l'élection de Porto Alegre), négligeant le fait évident qu'une victoire de Raul [Pont] aux élections municipales de Porto Alegre aurait été importante pour la ville, pour la situation interne au PT, et pour le mouvement altermondialiste dans son ensemble ;

— nouer le dialogue entre les courants de gauche au sein du PT et les petites forces indépendantes comme le PSoL. Une complémentarité pourrait alors s'établir entre la gauche critique dans et hors du PT, en évitant les attaques réciproques et en respectant les choix tactiques respectifs. Cela concerne en particulier les camarades de notre courant : s'ils se

trouvent aujourd'hui impliqués dans des choix et des dynamiques différents, ils devraient avoir le souci de ne pas couper les ponts et de préserver l'avenir.

8. Bien sûr, une difficulté majeure de la situation, encore aggravée au Brésil par la dimension du pays et par les contrastes régionaux, c'est la désynchronisation des rythmes de prise de conscience dans le PT, dans la gauche du PT, dans les mouvements sociaux, entre États. Et notre tâche devrait être de combiner ce développement inévitablement inégal. Mais il faudrait pour cela une claire orientation et une ferme volonté au lieu de renforcer les hésitations en hésitant soi-même avec les hésitants. A Fortaleza la détermination a payé. La DS, si elle avait le projet d'une alternative claire à la politique gouvernementale, serait certainement la force la mieux à même de rassembler une gauche radicale dans le PT et de nouer le dialogue avec les forces qui ne voient déjà plus dans ce parti l'outil principal de la lutte des classes.

Il est clair qu'une opposition résolue dans le PT préparerait plusieurs hypothèses, y compris les conditions d'une éventuelle rupture significative, d'une autre portée que des sorties par écoëurement, en ordre dispersé, capable de revendiquer une part importante de la continuité et de l'héritage historique du PT au lieu de l'abandonner sans combat à une direction usurpatrice.

9. Alors qu'en mai 2004, la discussion semblait pouvoir être ouverte entre camarades de l'Internationale et la direction de la DS sur diverses hypothèses à l'issue des municipales, son espace semble plutôt se réduire et les divisions parmi les militants s'approfondir. D'autant que les résultats des élections municipales montrent que, dans certaines villes comme Porto Alegre, nous aurions aussi payé, selon certaines déclarations de Raul [Pont], les conséquences de la politique du gouvernement Lula, notamment dans des secteurs traditionnellement attachés au PT. La campagne a sans aucun doute souffert de l'image du gouvernement Lula auprès de secteurs électoralement importants, de la régression qu'il représente aux yeux de secteurs parmi les plus militants du PT, par la manière dont il a réagi en cherchant des alliances toujours plus larges au lieu de renforcer ses propres capacités d'action sociale et de valoriser les expériences militantes d'un PT combatif et unitaire.

10. C'est un signe de maturité de la DS, et un aspect positif de la culture du consensus qui a présidé à sa formation dès le début des années 1980, que d'avoir cherché à donner « du temps au temps » au lieu de précipiter les divergences sous forme, comme ç'eut été le cas dans certaines sections, d'une guerre civile de tendances et fractions.

Le paradoxe, c'est que l'orientation majoritaire de la DS semble aujourd'hui plus conciliante

vis-à-vis de la majorité du parti (sous prétexte de spéculations sur les nuances et les divisions en son sein), alors que des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent chez les syndicalistes, les intellectuels, les économistes, certains secteurs de l'Église pour réclamer un changement radical de la politique gouvernementale.

Le départ de Carlos Lessa (et l'absence de Lula aux obsèques de Celso Furtado) est symbolique du renoncement à ce qu'il pouvait rester d'expectatives « développementistes ». La démission discrète de Frei Beto illustre les difficultés de la campagne « faim zéro », exemplaire de l'étranglement des réformes sociales au profit de l'austérité budgétaire. Alors que certains espéraient une inflexion à gauche de la politique gouvernementale après les municipales, Lula a confirmé avec force les options économiques. Même si l'embellie de la conjoncture lui donnait, ce qui est vraisemblable, un peu de marge de manœuvre pré-électorale d'ici 2006, la « ligne générale » demeure, émaillée d'autres aspects anecdotiques mais néanmoins choquants (immunité sur mesure pour Meirelles, autorisation des semences transgéniques, etc.).

11. Le temps est désormais compté. Nul n'est maître des rythmes et du temps. Mais le calendrier institutionnel imposera dès 2006 des choix clairs. Et 2006 commence aujourd'hui avec la préparation de la conférence du PT et du Processus des élections directes (6) . Les questions tactiques devraient par rapport à ces échéances, être subordonnées à des questions de fond et de contenu. La résolution de la VIIe conférence contient à ce sujet les éléments d'un « nécessaire renforcement d'une perspective de transition au socialisme » (I, 6), une proposition d'autonomie nationale contre la dépendance mondialisée, une proposition de moratoire de la dette (sur laquelle un front pourrait être proposé au Venezuela, à l'Argentine, demain peut-être à la Bolivie, etc.), des propositions de campagne sur la ZLEA (Zone de libre échange des Amériques), sur le salaire et sur l'emploi, sur une démarche généralisée de contrôle et de budget participatif au niveau de l'État [fédéral], sur une réforme agraire et environnementale radicale. C'est en transformant une telle plate-forme en campagnes concrètes, au lieu de la garder en réserve comme « un programme du dimanche », et en posant la question d'une rupture avec le gouvernement que nous pourrions redessiner les alliances et les convergences, dans et hors le PT, sur des bases solides et non sur des impressions et des intérêts fluctuants.

12. Nous sommes bien conscients que l'expression du point de vue développé par cette lettre peut être perçu comme une ingérence dans le débat interne de la DS. Mais la situation est assez sérieuse et ses répercussions internationales trop importantes pour laisser la diplomatie l'emporter sur la franchise. Si nous appartenons à une même organisation internationale, c'est précisément pour pouvoir établir des rapports de franchises, profiter de l'expérience accumulée par les uns et les autres. Cette discussion est légitime à nos yeux, d'autant que nous nous donnons le temps de comprendre plutôt que de juger à l'emporte-pièce selon des critères abstraits. C'est aussi pourquoi les instances de l'Internationale ont préféré ouvrir le débat en

faisant circuler informations et points de vue, plutôt que de précipiter des votes formels qui auraient cristallisé prématurément les positions, au lieu de clarifier les enjeux du débat. Dans la mesure où l'ensemble des camarades de la DS, quels que soient leurs choix immédiats de construction, restent membres de l'Internationale, nous espérons que ce cadre commun de références programmatiques contribuera à préserver les conditions d'une discussion sérieuse, nourrie des expériences à venir. C'est ce à quoi, dans la mesure de nos moyens, nous nous efforcerons d'aider.

Paris, janvier 2005

1. Terme qu'on peut traduire par « dispute » ou « conflit » « d'orientations » et qui a aussi été employé pour décrire le gouvernement Lula en tant que « gouvernement en dispute », ce qui suggère que sa ligne pourrait être modifiée de l'intérieur ou du moins par une discussion au sein du Parti des travailleurs.
2. Fernando Henrique Cardoso, dit FHC, sociologue, a été président du Brésil de janvier 1995 à décembre 2002, après avoir introduit en 1994, en tant que Ministre des finances, une réforme monétaire d'inspiration néolibérale connue sous le nom du « plan Real ». Il est à l'origine du Parti social-démocrate brésilien (PSDB), le principal parti de droite.
3. Respectivement président de la Banque centrale (rendue autonome par FHC) et ministre des finances du gouvernement Lula.
4. Au cours de la campagne électorale en juillet 2002, le candidat du PT, Luís Inácio da Silva "Lula", a publié une « Lettre aux Brésiliens » qui révisait largement le programme électoral adopté par le congrès du PT en 2001 et assurait la bourgeoisie financière.
5. Le Ministère du développement agricole, couramment appelé Ministère de la réforme agricole, dirigé par Miguel Rosetto, militant de la Tendance Démocratie socialiste.
6. Il s'agit de l'établissement de la liste des membres du PT autorisés à prendre part à l'élection des directions de zone, municipales, étatiques et nationales du Parti des travailleurs. Une résolution de la Commission exécutive nationale du PT, en date du 13 décembre 2004, a fixé des dates limites — s'étalant entre le 27 janvier 2005 (pour les candidatures à la direction nationale) et le 20 juin 2006 (pour l'ultime recours au niveau des États) — pour pouvoir être inscrit sur les listes des militants autorisés à prendre part aux élections (être candidat ou

Lettre aux militants de la Démocratie socialiste

Écrit par Daniel Bensaïd, Francisco Louça et Michael Lowy

Dimanche, 20 Février 2005 04:00 - Mis à jour Samedi, 21 Juillet 2007 09:14

électeur) des directions internes du parti.